ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de la Coordination des Réformes institutionnelles et par le Secrétaire d'Etat au Budget, le 21 novembre 1973, d'une demande d'avis, sur un projet de loi "complétant l'article 117, § 2, de la loi du 14 février 1961, d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier", a donné le 9 janvier 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e november 1973 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met de Coördinatie van de Institutionele Hervormingen en door de Staatssecretaris voor Begroting verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanvulling van artikel 117, § 2, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel", heeft de 9e januari 1974 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS RELATIVES A L'ARTICLE 1er.

Observations générales.

En dehors de l'article 2, qui donne effet rétroactif à la loi en projet, celle-ci ne comprend que l'article 1er, dont l'objet se confond dès lors avec l'objet de la loi elle-même.

Le projet tend à déterminer la date à partir de laquelle prendra effet la décision qui met à la retraite pour cause d'inaptitude physique le titulaire d'une fonction conférant droit à une pension à charge d'une personne morale de droit public. Aux termes de la disposition nouvelle insérée dans l'article 117, § 2, de la loi du 14 février 1961 par l'article 1er du projet, cette date sera le premier du mois qui suit celui au cours duquel l'inaptitude physique a été reconnue par l'autorité à laquelle la loi a donné compétence pour se prononcer au point de vue médical. La même disposition précise, en outre, à quelle date l'inaptitude physique sera considérée comme reconnue.

Selon la règle déjà établie antérieurement pour les titulaires de certaines fonctions et étendue aux titulaires d'autres fonctions par l'article 117, § 2, de la loi du 14 février 1961, l'inaptitude physique ne peut être reconnue que par le service administratif médical désigné, dont l'avis lie les autorités et a ainsi valeur de décision. Mais c'est à l'autorité administrative, judiciaire ou ecclésiastique dont relève à cet

.../...

égard l'intéressé, qu'est réservé le pouvoir de prendre la décision de mise à la retraite. Il s'agit là d'un pouvoir soumis à des règles impératives : l'autorité compétente a l'obligation de mettre fin aux fonctions de celui qui est physiquement hors d'état de continuer à les remplir. C'est ce qu'impose une règle générale de notre droit public, qui, pour les agents de l'Etat, est énoncée à l'article 112, 9°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Néanmoins, l'autorité qui prend la décision de mise à la retraite doit également "observer le principe général du droit, garant des intérêts individuels et de la sécurité juridique, que constitue la non-rétroactivité, principe consacré notamment dans l'article 2 du Code civil" (1) (2).

Déjà, dans l'état actuel de la législation, le Conseil d'Etat admet, en matière de mise à la retraite, certains tempéraments au principe général de la

.../...

---

(1) Cass. 22 octobre 1970, Pas. 1971, I, 144.

(2) Comparer, pour la détermination de l'ensemble des règles qui s'appliquent aux mises à la retraite pour cause d'inaptitude physique, avec le 120ème Cahier de la Cour des comptes (Doc. Parl. Ch., 1963-1964), fasc. I, pages 55 et 57.

non-rétroactivité, en se fondant sur les effets conservatoires qu'il y a lieu de reconnaître à diverses mesures administratives. Un officier peut être mis à la pension avec effet rétroactif pour une période pendant laquelle il a été écarté régulièrement du service (3). La même règle vaut pour un membre du personnel enseignant (4). Un agent de l'Etat peut être mis à la retraite avec effet rétroactif à la date où le Ministre lui a enjoint de cesser ses fonctions pour le motif qu'il avait été reconnu physiquement inapte (5). Le seul fait qu'une mesure de mise à la retraite produit ses effets à une date antérieure au jour où elle a été prise ne suffit pas à l'entacher d'une rétroactivité illicite si ladite date n'est pas antérieure à la constatation régulière de l'inaptitude physique de l'intéressé (6).

.../...

(3) C.E. 6 mars 1956, Van den Bosch, n° 5005, Rec., p. 177. Voir aussi C.E. 17 janvier 1955, De Vos, n° 3999, Rec., p. 61.

(4) C.E. 26 avril 1956, Racheneur, n° 5076, Rec., p. 297.

(5) C.E. 8 janvier 1960, Detiège, n° 7527, Rec., p. 16.

(6) C.E. 25 mai 1954, Scouflaire, n° 3417, Rec., p. 538; 10 juillet 1973, Segers, n° 15.965.

Se fondant notamment sur les travaux préparatoires du Code civil, la Cour de cassation a, dans son arrêt du 18 janvier 1924, souvent cité, déclaré que la règle de la non-rétroactivité "constitue à la fois un précepte pour le législateur, une obligation pour le juge et une garantie pour les citoyens" (7). Aucune norme de droit positif n'interdit sans doute au législateur de déroger à la règle de la non-rétroactivité (8). Mais comme M. le Procureur général GANSHOF van der MEERSCH l'a rappelé dans ses conclusions précédant l'arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre 1970, l'article 2 du Code civil contient notamment une "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" (9). Le législateur lui-même ne peut dès lors apporter au principe de la non-rétroactivité que des exceptions strictement limitées et il ne peut le faire que pour des motifs suffisants; sinon il méconnaîtrait les droits et intérêts des individus, compromettrait la sécurité judidique et romprait l'harmonie de notre système de droit.

.../...

---

(7) Pas. 1924, I, 142, avec les conclusions du procureur général TERLINDEN.

(8) Sauf en matière répressive pour les dispositions définissant les infractions ou portant des peines (Convention européenne des droits de l'homme, article 7).

(9) Pas. 1971, I, 154.

La loi en projet ne donne aux mesures de mise à la retraite visées, qu'une rétroactivité très limitée, qui repose sur une justification adéquate et qui, dans la plupart des cas, ne soulève pas d'objection.

Il en va différemment dans le cas où, en raison des nécessités particulières du service ou d'autres circonstances, le magistrat ou le fonctionnaire a encore, sans contrevenir par là à la loi, continué à exercer, fût-ce partiellement, ses fonctions. En un tel cas, il est difficile d'admettre que la mesure de mise à la retraite puisse rétroagir à une date antérieure à celle où en fait l'exercice des fonctions a cessé. L'intéressé a alors acquis droit à son traitement jusqu'à cette dernière date. Au surplus, ce serait introduire une incohérence dans l'ordonnancement juridique que de faire rétroagir une mise à la retraite à une date après laquelle le magistrat ou le fonctionnaire a encore rendu un jugement ou un arrêt ou pris une décision.

Il conviendrait donc de compléter le projet par une disposition établissant un régime particulier pour le cas qui vient d'être examiné.

.../...

Observations particulières.

I. La disposition nouvelle insérée dans l'article 117 de la loi du 14 février 1961 règle une question nettement distincte de celle qui fait l'objet du paragraphe 2 de l'article. Il serait dès lors plus logique de présenter cette disposition nouvelle sous la forme d'un paragraphe 3.

II. C'est de manière inexacte que la disposition recourt à la notion de chose jugée. Comme l'observation en a déjà été faite ci-dessus, le service administratif médical se prononce au sujet de l'aptitude physique du titulaire de la fonction par un avis qui lie les autorités et a ainsi valeur de décision. C'est pourquoi, dans le texte qu'il propose, le Conseil d'Etat a substitué le mot "décision" à l'expression "avis conforme". En revanche, le service dont il s'agit n'exerce pas un pouvoir de nature juridictionnelle.

III. L'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat dispose, en son article 18, qu'un agent de l'Etat "ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie ou d'infirmité avant qu'il n'ait épuisé la somme de congés à laquelle (il peut prétendre pour la même cause pour l'ensemble de sa carrière)". Les statuts d'autres catégories d'agents des services publics contiennent une disposition semblable.

.../...

Selon les explications du fonctionnaire délégué par le Ministre, dans la pensée du Gouvernement, la loi en projet laisse entièrement subsister la règle statutaire qui vient d'être rappelée. Pour prévenir des difficultés, il serait préférable de l'indiquer dans le texte même du projet. Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte à cet effet.

OBSERVATIONS RELATIVES A L'ARTICLE 2.

Pour mettre fin à la controverse qui continue à opposer la Cour des comptes à plusieurs départements ministériels au sujet de la date à laquelle doivent prendre cours un certain nombre de pensions dont l'octroi définitif est tenu en suspens, l'article 2 du projet tend à faire résoudre la question litigieuse par le législateur lui-même.

Aux termes de l'article 2, la loi "produit ses effets le 1er décembre 1968". Cet article soulève, sous un autre aspect que le fait l'article 1er, le problème du respect du principe général de la non-rétroactivité.

L'article 2 donne à la loi en projet un effet rétroactif de cinq ans, en faveur duquel on peut

.../...

sans doute invoquer par analogie les dispositions relatives à la prescription des créances au profit de l'Etat (10), mais qui soulève toutefois une grave objection. En effet, l'article apporte une restriction à des droits acquis par l'effet de décisions devenues définitives. Il se recommande dès lors de renoncer à l'effet rétroactif prévu pour la disposition nouvelle contenue dans l'article 1er du projet.

*

* *

En conclusion des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"PROJET DE LOI COMPLETANT, EN VUE DE DETERMINER LA DATE DES EFFETS DE CERTAINES MISES A LA RETRAITE, LA LOI DU 14 FEVRIER 1961 D'EXPANSION ECONOMIQUE, DE PROGRES SOCIAL ET DE REDRESSEMENT FINANCIER.

...

...

...

Article 1er.-

Dans l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de

.../...

---

(10) Loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces.

redressement financier, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. La décision qui met à la retraite pour cause d'inaptitude physique le titulaire d'une fonction conférant droit à une pension à charge d'une des personnes de droit public énumérées au § 2 produit ses effets le premier du mois qui suit celui au cours duquel l'inaptitude physique a été reconnue par l'autorité désignée au même § 2 pour se prononcer au point de vue médical.

L'inaptitude physique est considérée comme reconnue :

- à la date où a été prise la décision de l'autorité médicale compétente pour se prononcer en première instance, lorsque cette décision n'a fait l'objet d'aucun recours ou lorsque, sur recours, elle a été confirmée;

- à la date où a été prise la décision de l'autorité compétente pour se prononcer sur recours, lorsque seule cette autorité a conclu à l'inaptitude physique de l'intéressé.

Toutefois, dans les cas où, à la suite de circonstances spéciales, le titulaire d'une fonction a continué à exercer celle-ci, sans contrevenir par là à la loi, la décision de mise à la retraite ne peut produire ses effets à une date antérieure à celle où l'intéressé a en fait cessé d'exercer sa fonction. Ladite

.../...

décision ne peut non plus produire ses effets à une date antérieure à celle où le titulaire de la fonction a épuisé la somme des congés pour cause de maladie ou d'infirmité, à laquelle, en vertu de son statut, il peut prétendre pour l'ensemble de sa carrière avant d'être déclaré définitivement inapte".

Article 2.-

Les décisions de mise à la retraite pour cause d'inaptitude physique prises avant l'entrée en vigueur de la présente loi produisent leurs effets à partir de la date qu'elles fixent. A défaut d'une telle mention, elles produisent leurs effets à partir du premier du mois suivant le mois au cours duquel elles ont été notifiées".

OPMERKINGEN BETREFFENDE ARTIKEL 1.

Algemene opmerkingen.

Behalve artikel 2, dat de ontwerp-wet doet terugwerken, is er alleen artikel 1, waarin dus alles staat wat de wet zelf beoogt.

Het ontwerp heeft tot doel te bepalen vanaf welke datum uitwerking wordt gegeven aan de beslissing die de titularis van een ambt dat aanspraak verleent op een pensioen ten laste van een publiekrechtelijke rechtspersoon, op pensioen stelt wegens lichamelijke ongeschiktheid. Luidens de nieuwe bepaling welke artikel 1 van het ontwerp in artikel 117, § 2, van de wet van 14 februari 1961 invoegt, zal dat zijn vanaf de eerste van de maand volgend op die waarin de lichamelijke ongeschiktheid vastgesteld is door de overheid aan welke de wet bevoegdheid heeft verleend om zich in geneeskundig opzicht uit te spreken. Dezelfde bepaling geeft bovendien aan op welke datum de lichamelijke ongeschiktheid zal worden geacht te zijn vastgesteld.

Volgens de regel die reeds eerder was gesteld voor de titularissen van bepaalde ambten, en die door artikel 117, § 2, van de wet van 14 februari 1961 tot de titularissen van andere ambten is uitgebreid, kan de lichamelijke ongeschiktheid slechts worden vastgesteld door de aangewezen geneeskundige administratieve dienst waarvan het advies de overheden bindt en derhalve als beslissing geldt. Maar de bevoegdheid om tot pensionering te beslis-

.../...

sen, berust uitsluitend bij de administratieve, rechterlijke of geestelijke overheid onder welke de betrokkene in dat opzicht ressorteert. Het gaat hier om een bevoegdheid waarvoor dwingende regelen gelden : de bevoegde overheid is verplicht een einde te maken aan het ambt van degene die lichamelijk niet meer in staat is het verder uit te oefenen. Zo luidt een algemene regel van ons publiekrecht, die voor Rijksambtenaren geformuleerd is in artikel 112, 9°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Toch moet de overheid die tot pensionering beslist, ook rekening houden met het algemeen rechtsbeginsel van de niet-terugwerking - een waarborg voor de persoonlijke belangen en de rechtszekerheid - dat onder meer bevestigd is in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek (1) (2).

Ook met de huidige wetgeving aanvaardt de Raad van State echter inzake pensionering reeds enige verzachting van het algemeen beginsel van de niet-terugwerking, hierbij steunend op de bewarende gevolgen die aan een aantal administratieve maatregelen moeten worden toegeschreven. Een officier kan worden gepensioneerd met terugwerkende kracht voor een periode waarin hij op regelmatige wijze uit de dienst is verwijderd (3). Dit geldt ook voor een lid van

.../...

---

(1) Cass. 22 oktober 1970, Pas. 1971, I, 144.

(2) Vergelijk, voor het bepalen van het geheel van de regelen die toepassing vinden op de pensionering wegens lichamelijke ongeschiktheid, met het 120e Boek van het Rekenhof (Gedr. St., Kamer, 1963-1964), deel I, blz. 55 en 57.

(3) R.S. 6 maart 1956, Van den Bosch, nr. 5005, Verz., blz. 190. Zie ook R.S. 17 januari 1955, De Vos, nr. 3999, Verz., blz. 68.

het onderwijzend personeel (4). Een Rijksambtenaar kan worden gepensioneerd met terugwerking tot de dag waarop de Minister hem bevolen heeft zijn ambt neer te leggen omdat hij lichamelijk ongeschikt was bevonden (5). Het feit alleen dat een maatregel tot pensionering uitwerking heeft op een datum vóór die waarop hij is vastgesteld, is niet voldoende om hem wegens onwettige terugwerking ondeugdelijk te maken als die datum niet valt vóór de regelmatige vaststelling van de lichamelijke ongeschiktheid van de betrokkene (6).

Afgaand onder meer op de voorbereiding van het Burgerlijk Wetboek, heeft het Hof van Cassatie in zijn vaak geciteerd arrest van 18 januari 1924 verklaard dat de regel van de niet-terugwerking "voor de wetgever een gebod, voor de rechter een verplichting en voor de burger een waarborg inhoudt" (7). Nu is het wel zo dat geen enkele positiefrechtelijke norm de wetgever verbiedt af te wijken van de regel van de niet-terugwerking (8). Maar, zoals Procureur-generaal GANSHOF van der MEERSCH erop gewezen heeft in zijn conclusies voorafgaand aan het arrest van het Hof van Cassatie van 22 oktober 1970, bevat artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek "een plechtige aanbeveling door de wetgever verstrekt aan de wetgever van de toekomst" (9). De wetge-

.../...

---

(4) R.S. 26 april 1956, Racheneur, nr. 5076, Verz., blz. 322.

(5) R.S. 8 januari 1960, Detiège, nr. 7527, Verz., blz. 16.

(6) R.S. 25 mei 1954, Scouflaire, nr. 3417, Verz., blz. 538; 10 juli 1973, Segers, nr. 15.965.

(7) Pas. 1924, I, 142, met de conclusies van procureur-generaal Terlinden.

(8) Behalve in strafzaken voor de bepalingen die de misdrijven omschrijven of straffen stellen (Europees Verdrag inzake de rechten van de mens, artikel 7).

(9) Pas. 1971, I, 154.

ver zelf mag dus op het beginsel van de niet-terugwerking slechts streng beperkte uitzonderingen maken en dan nog alleen op voldoende gronden; zoniet miskent hij de rechten en belangen van de personen, brengt hij de rechtszekerheid in gevaar en verbreekt hij de harmonie van ons rechtsbestel.

De ontwerp-wet geeft aan de bedoelde pensioneringsmaatregelen slechts een zeer beperkte terugwerking die door een passende verantwoording wordt geschraagd en in het merendeel van de gevallen geen bezwaar oplevert.

Anders is het gesteld wanneer de magistraat of de ambtenaar wegens bijzondere dienstnoodwendigheden of andere omstandigheden, zonder daardoor de wet te schenden, zijn ambt, zij het gedeeltelijk, voort is blijven uitoefenen. In een zodanig geval kan bezwaarlijk worden aangenomen dat de pensioneringsmaatregel kan terugwerken tot een datum vóór die waarop de uitoefening van het ambt in feite geëindigd is. De betrokkene heeft dan recht verkregen op zijn wedde tot laatstbedoelde datum. Bovendien zou de rechtsordening worden verstoord als een pensionering zou terugwerken tot een datum na welke de magistraat of de ambtenaar nog een vonnis of arrest gewezen of een beslissing genomen heeft.

Het ontwerp zou dus moeten worden aangevuld met een bepaling tot vaststelling van een bijzondere regeling voor het hier besproken geval.

.../...

Bijzondere opmerkingen.

I. De in artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 ingevoegde nieuwe bepaling regelt een aangelegenheid die duidelijk onderscheiden is van die waaraan § 2 van het artikel is gewijd. Het ware dan ook logischer die nieuwe bepaling in te voegen in de vorm van een § 3.

II. De bepaling werkt ten onrechte met het begrip "gewijsde". Zoals hiervoren reeds is opgemerkt, spreekt de geneeskundige administratieve dienst zich over de lichamelijke geschiktheid van de titularis van het ambt uit bij wege van een advies dat de overheden bindt en zodoende de waarde heeft van een beslissing. Daarom heeft de Raad van State in de door hem voorgestelde tekst het woord "beslissing" in de plaats gesteld van de term "eensluidend advies". De bewuste dienst oefent echter geen rechtsmacht uit.

III. Het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen bepaalt in artikel 18 dat een Rijksambtenaar "niet voorgoed ongeschikt kan worden verklaard wegens ziekte of gebrekkigheid alvorens hij de gezamenlijke verloven heeft uitgedaan waarop (hij om dezelfde reden aanspraak kan maken voor de ganse duur van zijn loopbaan)". De statuten van andere categorieën van overheidspersoneel bevatten een soortgelijke bepaling.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt de Regering het zo, dat de ontwerp-wet die statuutregel ongeschonden laat bestaan. Ten einde moeilijkheden te voorkomen, ware het verkieslijk dit in de tekst zelf van het ontwerp te vermelden. De Raad van State stelt hierna met dat doel een tekst voor.

.../...

OPMERKINGEN BETREFFENDE ARTIKEL 2.

Om een einde te maken aan de controverse die tussen het Rekenhof en verscheidene ministeriële departementen blijft bestaan omtrent de datum waarop een aantal pensioenen moeten ingaan waarvan de definitieve toekenning opgeschort is, wil artikel 2 de twistvraag door de wetgever zelf laten oplossen.

Artikel 2 bepaalt : "Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 december 1968". In verband met dit artikel rijst - maar dan onder een ander aspect dan bij artikel 1 het geval is - het probleem van het nakomen van het algemeen beginsel van de niet-terugwerking.

Artikel 2 doet de wet vijf jaar terugwerken. Hiervoor kan men zich weliswaar bij analogie beroepen op de bepalingen betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten voordele van de Staat (10), maar hierbij rijst dan een ernstig bezwaar. Het artikel legt immers een beperking op rechten die op grond van definitief geworden beslissingen verkregen zijn. Het verdient derhalve aanbeveling de in artikel 1 van het ontwerp neergelegde nieuwe bepaling niet te laten terugwerken.

*

* *

.../...

---

(10) Wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"ONTWERP VAN WET TOT AANVULLING, VOOR HET BEPALEN VAN DE DATUM VAN UITWERKING VAN SOMMIGE PENSIONERINGEN, VAN DE WET VAN 14 FEBRUARI 1961 VOOR ECONOMISCHE EXPANSIE, SOCIALE VOORUITGANG EN FINANCIEEL HERSTEL.

...
...
...

Artikel 1.-

In artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De beslissing die de titularis van een ambt dat recht verleent op een pensioen ten laste van een van de in § 2 genoemde publiekrechtelijke personen, wegens lichamelijke ongeschiktheid op pensioen stelt, heeft uitwerking de eerste van de maand volgend op die waarin de ongeschiktheid vastgesteld is door de overheid die in dezelfde § 2 aangewezen is om zich in geneeskundig opzicht uit te spreken.

De lichamelijke ongeschiktheid wordt geacht te zijn vastgesteld :

- op de dag van de beslissing van de geneeskundige overheid die bevoegd is om zich in eerste instantie uit te spreken, wanneer tegen die beslissing geen beroep is ingesteld of wanneer zij, na beroep, bevestigd is;

.../...

- op de dag van de beslissing van de overheid die bevoegd is om zich over het beroep uit te spreken, wanneer alleen die overheid heeft besloten dat de betrokkene ongeschikt is.

In de gevallen waarin de titularis van een ambt, ten gevolge van bijzondere omstandigheden, dat ambt voort is blijven uitoefenen, zonder daarbij de wet te overtreden, mag de beslissing tot pensioenering echter geen uitwerking hebben op een datum vóór die waarop de betrokkene in feite opgehouden heeft zijn ambt uit te oefenen. Die beslissing mag evenmin uitwerking hebben op een datum vóór die waarop de titularis van het ambt al het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid heeft gehad waarop hij krachtens zijn statuut voor de ganse duur van zijn loopbaan aanspraak kan maken alvorens definitief ongeschikt te worden verklaard".

Artikel 2.-

De beslissingen tot pensionering wegens lichamelijke ongeschiktheid die zijn genomen vóór de inwerkingtreding van deze wet hebben uitwerking met ingang van de datum welke zij bepalen. Is geen datum bepaald, dan hebben zij uitwerking met ingang van de eerste van de maand volgend op die waarin zij ter kennis zijn gebracht".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs :	G. VAN BUNNEN,	président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
	F. REMION,	conseillers d'Etat,
	H. ROUSSEAU,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame :	J. TRUYENS,	greffier.
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.